

L'HISTOIRE NE COULE PAS À REBOURS

Eda Erdem, les Sultanes du filet et les femmes de la République

Dr. Haluk R. Tükel

TÜKEL Recherche et conseil en projets

Président fondateur et membre suppléant du Conseil d'administration, Institut du Bosphore

Version courte.* L'article original a été publié sur T24, une plateforme d'information en ligne
14.09.2026



Le titre européen des Sultanes du filet est bien davantage qu'une victoire sportive. Il constitue la proclamation publique de la femme façonnée par la République : instruite, sûre d'elle, s'élevant par son propre travail et présente dans l'espace public sans avoir besoin de la tutelle de quiconque. La question n'est pas de savoir comment une femme s'habille, mais si elle est maîtresse de sa propre vie. Les mots d'Eda Erdem l'ont montré une fois encore : la voie ouverte par la République ne s'est pas refermée ; des millions de femmes l'empruntent désormais.

* La version longue de cet article peut être demandée à l'auteur par courriel: halukreceptukel@icloud.com

Bien plus qu'un championnat

Certains succès sportifs restent dans les classements ; d'autres changent l'idée qu'une société se fait d'elle-même. La victoire 3–2 des Sultanes du filet sur l'Italie, à Istanbul, qui leur a valu un deuxième titre européen consécutif, relève de la seconde catégorie. Elle a largement débordé le cadre d'une finale remportée sur le terrain pour devenir l'une des affirmations les plus puissantes qui puissent être formulées sur les femmes de Türkiye, la République et le changement social.

Le résultat sportif était limpide : la Türkiye avait une fois encore atteint le sommet de l'Europe. Mais la portée sociale de la soirée était trop vaste pour tenir sur le tableau d'affichage. Devant des millions de personnes se tenaient des femmes debout par elles-mêmes, maîtresses de leur corps et de leur vie, que leur travail avait hissées parmi les meilleures du monde. Elles n'étaient sous la tutelle de personne. Elles ne devaient leur réussite ni à une autorité politique, ni à un aîné de la famille, ni à une autorité masculine. Elles se représentaient elles-mêmes et représentaient leur pays ; elles définissaient aussi elles-mêmes le sens de leur victoire.

C'est pourquoi les mots prononcés après le match par la capitaine Eda Erdem — « Sur la voie que la République a ouverte devant nous, nous avons montré ce que les femmes turques sont capables d'accomplir » — n'étaient pas une banale déclaration de championne. Ils établissaient un lien historique explicite entre le trophée et la République, rappelant que les femmes qui réussissent aujourd'hui ne sont pas apparues de nulle part : elles avançaient sur une voie ouverte avant elles. En dédiant la coupe à celles et ceux qui avaient frayé le chemin ainsi qu'aux filles qui viendraient après elles, Eda Erdem arrachait cette réussite au récit d'un héroïsme individuel pour l'inscrire dans une continuité sociale entre les générations.

Ici, la République ne désigne pas seulement une forme de gouvernement. Elle est le socle historique qui a permis aux filles d'aller à l'école, aux femmes d'exercer un métier, d'accéder aux droits de la citoyenneté, d'entrer sur les terrains de sport et de parler devant la société de leur propre voix. Ce socle n'a pas été édifié sans défaut, et l'égalité entre les femmes et les hommes n'a jamais été entièrement accomplie. Mais c'est la République qui a ouvert la grande porte permettant aux femmes de sortir des limites de la sphère privée pour entrer dans l'éducation, le monde du travail, l'art, la science et le sport.

Chacun peut donc revendiquer la coupe, mais tous ne peuvent en assumer la signification sociale avec la même aisance. Il est facile d'être fier d'un succès national ; il est plus difficile d'accepter l'idéal d'une citoyenneté libre, laïque et égale qui l'a rendu possible. La contradiction apparaît précisément dans ce langage politique qui applaudit la médaille d'or, mais se tait devant la transformation historique grâce à laquelle la femme qui l'a remportée est maîtresse de sa propre vie. On veut la coupe ; l'identité sociale et historique de celle qui l'a gagnée paraît parfois superflue.

La véritable question n'est pas de savoir si une agence de presse a repris ou non les propos d'Eda Erdem. La question la plus importante est la suivante : pourquoi une référence aussi simple à la République continue-t-elle de troubler certains milieux ? Pourquoi une femme instruite, active, qui réussit et qui est visible dans l'espace public est-elle perçue comme une menace par certaines conceptions politiques et sociales ?

Il ne faut pas enfermer cette question dans l'ancienne et fausse opposition entre femmes non voilées et femmes voilées. Le fait de porter ou non le voile n'est que la face visible de la tension politique. La véritable ligne de partage passe entre la femme dépendante et la femme autonome. Celle qui gagne son propre revenu, progresse dans son métier, prend elle-même ses décisions et tire la légitimité de sa réussite de son propre travail ne conquiert pas seulement sa liberté individuelle : elle modifie aussi la répartition du pouvoir dans la famille, dans la vie professionnelle et dans l'espace public.

Car la femme autonome ne demande pas la permission : elle exerce son droit de citoyenne. Elle n'attend pas de protection ; elle avance par son mérite. Elle ne se laisse pas enfermer dans le rôle qui lui a été assigné ; elle trace elle-même les limites de sa vie. Elle ne laisse pas davantage aux autres le soin de définir le sens de sa réussite. C'est exactement ce qu'a fait Eda Erdem : elle a présenté le championnat non comme une simple fierté nationale, mais comme l'aboutissement contemporain de la voie ouverte aux femmes par la République.

La politique, la sociologie et la psychologie du sport

Le sport n'est jamais seulement du sport. Les disciplines auxquelles sont accordés des moyens, les enfants qui peuvent accéder aux équipements, la manière dont les compétitions sont retransmises, les personnes qui dirigent les fédérations et la manière dont les victoires sont racontées relèvent tous de choix politiques. Les États utilisent le sport pour afficher leur puissance et leur prestige international ; les pouvoirs font des médailles les vecteurs d'un sentiment d'unité nationale. Lorsque le drapeau est hissé, le succès est porté au crédit de tout le pays.

Mais le sport comporte un aspect que les pouvoirs politiques contrôlent difficilement : le discours ne peut modifier le score. Un athlète ne devient pas champion d'Europe par sa seule loyauté ou parce qu'il appartient aux bons réseaux. Une nomination peut peut-être conduire sur le terrain, mais sans mérite elle ne mène pas au podium. L'équipe adverse ne se soucie ni de vos équilibres politiques intérieurs ni de votre liste protocolaire. La hauteur du filet est la même pour tous ; la performance a le dernier mot.

Le succès de la Türkiye dans le volley-ball féminin ne s'explique pas par la rencontre fortuite de quelques joueuses de talent au sein d'une même génération. Derrière lui se trouvent des années d'investissement des clubs, une ligue professionnelle solide, le travail de formation, un savoir-faire technique international, les sacrifices des familles et l'effort extraordinaire des joueuses. La réussite est le fruit de la continuité institutionnelle, de l'ouverture au monde, du travail scientifique et de l'investissement dans le capital humain.

Ce tableau montre que ce que la Türkiye peine à accomplir dans d'autres domaines a pu l'être dans le sport. Lorsque les règles sont respectées, que le talent est détecté tôt, que l'investissement s'inscrit dans la durée et que les femmes ne se heurtent pas à des obstacles liés à leur sexe, la Türkiye peut réussir dans la compétition mondiale. Le terrain de volley-ball devient ainsi non seulement un lieu de compétition, mais aussi le laboratoire à petite échelle d'un modèle de développement qui fonctionne.

C'est ici que commence la contradiction politique. On veut s'approprier la réussite comme une fierté nationale, sans accepter aussi aisément l'autonomie du sujet social qui l'a produite. La femme qui porte le drapeau est applaudie ; mais le fait qu'elle prenne elle-même la parole, désigne la source historique de son succès et se définit non comme la simple « fille de la nation », mais comme une citoyenne égale de la République peut susciter le malaise. La médaille peut être intégrée au récit du pouvoir ; la femme qui l'a gagnée ne s'y laisse pas toujours enfermer.

La force de la phrase d'Eda Erdem réside là. Elle n'a pas parlé au nom du pouvoir, mais depuis la mémoire historique de sa génération. Elle a présenté la République non comme un rituel anniversaire appartenant au passé, mais comme une transformation sociale vivante qui continue aujourd'hui de produire ses effets sur le terrain. Une telle parole ne relève pas de la politique partisane ; mais parce qu'elle repose sur l'égalité citoyenne des femmes, elle est politique au sens le plus large et le plus profond du terme.

Les instances décisionnelles du sport n'ont pourtant pas encore rejoint l'égalité visible sur le terrain. Selon les données de TurkStat et d'ONU Femmes, les femmes ont remporté 53,5 % des médailles obtenues par la Türkiye dans les compétitions internationales en 2025. Leur part dans les conseils d'administration de dix grandes fédérations de sports olympiques n'était en revanche que de 7,3 %. Les femmes produisent les succès, mais les tables où sont administrés les ressources, les institutions et les choix demeurent très largement occupées par les hommes. Elles sont visibles sur le podium et maintenues invisibles dans les salles de décision. L'égalité réelle ne naîtra pas de l'applaudissement réservé aux sportives comme visage célébré de la fierté nationale, mais de leur participation à l'égalité aux décisions et à la gouvernance du sport.

La signification sociologique du championnat est plus vaste encore. L'espace public ne se compose pas seulement de rues, de places, de lieux de travail ou de salles de sport. C'est l'espace où les individus se présentent devant la société avec leur propre identité, où leur parole se fait entendre et où ils peuvent exercer une influence sur autrui. Qui peut être visible, qui peut parler et qui peut décider révèle la répartition réelle du pouvoir dans une société.

Le pacte tacite que la société traditionnelle conclut avec les femmes repose sur l'arrangement inverse. Elle leur assigne une place indispensable dans la famille, mais secondaire dans l'espace public. Elles sont exaltées comme mères, épouses et dispensatrices dévouées de soins ; elles sont beaucoup moins soutenues lorsqu'elles deviennent des professionnelles, économiquement indépendantes et capables de parler en leur propre nom. La valeur des femmes est reconnue, leur autonomie limitée. On leur accorde la respectabilité, mais pas le pouvoir.

Les Sultanes du filet rompent ce pacte non seulement par leurs paroles, mais par leur présence même sur le terrain. Elles sont fortes, combatives et déterminées ; elles luttent, se donnent des consignes et assument leurs responsabilités. Le sport transforme aussi le sens social du corps féminin. Celui-ci n'est plus un objet passif que les autres regardent et jugent ; il est un sujet actif qui court, saute, produit, décide et change l'issue du jeu. La femme ne se contente pas d'être visible par son corps : elle accomplit une tâche et oriente l'effort collectif.

Cette transformation ne concerne pas seulement les femmes. Des millions d'hommes deviennent les spectateurs et les soutiens d'une réussite conduite par des femmes. Les garçons apprennent le sens du commandement auprès d'une femme, la volonté de résister auprès d'une équipe féminine et la fierté nationale dans les succès de sportives. Cette fois, les hommes applaudissent depuis les tribunes, tandis que les femmes organisent le jeu au centre du terrain et prennent leurs responsabilités dans l'un des moments décisifs du pays. Cette image enseigne l'égalité plus puissamment que de longs discours politiques.

L'effet psychologique du championnat dure bien au-delà de la joie éprouvée le soir de la victoire. Dire à une fille « Toi aussi, tu peux réussir » est précieux ; lui montrer des femmes qui ont réellement réussi l'est bien davantage. Une fille n'est pas obligée de devenir Eda Erdem, ni même volleyeuse. En la regardant, elle peut s'imaginer un jour capitaine d'une équipe, dirigeante d'entreprise, scientifique, cheffe d'orchestre ou maire élue. La capacité des femmes à diriger, visible sur le terrain de volley-ball, ouvre la porte aux possibles dans les autres domaines de la vie.

Il est difficile d'imaginer une vie que l'on n'a jamais vue. Chaque femme qui réussit dans l'espace public multiplie donc les avenir possibles de celles qui viennent après elle. Un exemple isolé peut être considéré comme une exception ; lorsque la réussite se répète de génération en génération, la norme sociale change. À la phrase « Une femme aussi peut le faire » succède cette réalité : « Les femmes le font déjà. »

Les Sultanes du filet créent également un sentiment d'efficacité collective : nous pouvons réussir lorsque nous nous préparons correctement, partageons les tâches, faisons jouer la complémentarité des talents et préservons le mérite. Face à l'impuissance apprise que nourrissent l'incertitude économique, l'érosion institutionnelle et les crises permanentes, le sport apporte la preuve visible que l'effort commun peut changer le résultat. Après un point perdu, l'équipe se réorganise ; lorsqu'elle est menée, elle n'abandonne pas. La réussite cesse d'être un souhait abstrait pour se réaliser sous les yeux de millions de personnes comme le fruit du travail.

Toute avancée vers l'égalité ne suscite cependant pas la même émotion chez chacun. Ceux qui bénéficient de privilèges établis peuvent percevoir le renforcement du pouvoir des autres comme une diminution du leur. Le malaise qui apparaît chez certains hommes et dans les structures hiérarchiques à mesure que progressent l'indépendance économique, le prestige public et la capacité de décision des femmes ne provient souvent pas de la perte d'un droit véritable, mais de l'habitude de considérer le privilège comme normal.

La femme qui réussit ne suscite donc pas seulement l'admiration, mais aussi une anxiété de statut. Sur le terrain, elle réfute un à un les préjugés selon lesquels les femmes ne sauraient diriger, résister à la pression, agir ensemble ou empêcher leurs émotions d'altérer leurs décisions. L'ordre autoritaire veut que soient fixés d'avance ceux qui parleront, ceux qui obéiront et ceux qui décideront. En refusant la place qui lui est réservée, la femme autonome désorganise cette hiérarchie : elle ne se contente pas de s'élever, elle change aussi la représentation que la société se fait du « haut » et du « bas ».

Pourquoi le pouvoir redoute-t-il les femmes autonomes qui réussissent ?

Dire simplement que « le pouvoir a peur des femmes » ne suffit pas à expliquer le phénomène. Les pouvoirs politiques peuvent célébrer les succès des femmes, poser avec les sportives et affirmer qu'ils soutiennent leur participation à la vie sociale. Le championnat des Sultanes du filet a d'ailleurs été célébré aux plus hauts niveaux de l'État. La question n'est pas de savoir si les femmes sont visibles, mais à quelles conditions elles peuvent l'être et qui en fixe les limites.

Le pouvoir ne réside pas seulement à Ankara, au Parlement ou dans les institutions de l'État. Il se produit aussi dans la famille, sur le lieu de travail, à l'école, dans le club sportif et au cœur des relations quotidiennes. Qui décide, qui contrôle le revenu, à qui revient le dernier mot et qui doit demander la permission d'autrui : toutes ces questions relèvent du pouvoir. L'autonomisation des femmes modifie la répartition établie du pouvoir dans chacun de ces espaces.

L'ordre patriarcal traditionnel ne limite pas les femmes uniquement parce qu'il les dévalorise, mais aussi parce qu'il veut définir lui-même leur valeur. Il peut les exalter comme mères, épouses et piliers dévoués de la famille, tout en s'inquiétant de les voir déterminer leurs propres priorités comme des individus indépendants. Car à la femme exaltée on assigne des devoirs ; la femme autonome, elle, revendique des droits. La première acquiert de la respectabilité dans le rôle qui lui a été attribué ; la seconde en trace elle-même les limites.

La femme qui réussit dans la vie professionnelle n'est donc pas seulement une actrice économique. En gagnant son propre revenu, elle devient moins dépendante de son père, de son conjoint, de sa famille, de son employeur ou des mécanismes d'assistance politique. À mesure que la dépendance diminue, l'attente d'obéissance s'affaiblit. Elle peut décider plus librement du lieu où elle vivra, du fait de travailler ou non, de se marier ou non et du sens de son vote. L'indépendance économique devient indépendance politique et sociale.

L'ascension des femmes qui réussissent renforce aussi leur revendication d'une place aux tables de décision. Elles ne veulent pas seulement travailler, mais diriger ; pas seulement exécuter, mais décider ; pas seulement être représentées, mais se représenter elles-mêmes. Lorsqu'elles gagnent des médailles comme sportives, elles réclament une voix dans les fédérations ; lorsqu'elles créent de la valeur comme salariées, dans les conseils d'administration ; lorsqu'elles forment la majorité des électeurs, dans les organes de décision politique. C'est le moment où les applaudissements ne suffisent plus et où l'autorité doit être partagée.

Ce qui suscite l'angoisse du pouvoir n'est pas la présence des femmes, mais la fin du monopole de la décision. L'égalité ne retire à personne un droit légitime ; elle limite toutefois la position dominante de ceux qui prennent leurs privilèges pour des droits. Celui qui a longtemps eu l'habitude de parler seul peut ressentir la prise de parole d'autrui comme un affaiblissement de sa propre voix. Pour l'homme qui tient le droit de gouverner pour un privilège naturel, l'égalité peut apparaître comme une perte plutôt que comme la justice.

Cette inquiétude possède également une dimension culturelle. En Türkiye, la femme non voilée, instruite et exerçant un métier a été l'un des symboles les plus visibles de la modernisation républicaine. Dans les premières décennies de la République, la présence des femmes dans l'espace public a parfois été représentée par une image uniforme de la femme moderne ; les restrictions injustes auxquelles les femmes voilées étaient confrontées dans l'éducation et le monde du travail n'ont pas été suffisamment reconnues. Il faut admettre ce passé.

Mais une exclusion passée ne saurait justifier aujourd'hui la limitation du mode de vie d'autres femmes. Le combat des femmes voilées pour entrer dans l'espace public comme citoyennes égales est aussi légitime que le droit des femmes non voilées de vivre sans être contraintes de se plier à un moule culturel. La femme voilée et la femme autonome ne sont d'ailleurs pas opposées. Une femme voilée peut être instruite, économiquement indépendante et critique à l'égard de l'autorité politique ; une femme non voilée peut rester prisonnière de rapports de dépendance. Ce qui compte n'est pas le vêtement, mais l'identité de celui qui prend les décisions relatives à la vie d'une femme. La véritable ligne de partage ne passe pas entre femmes voilées et non voilées, mais entre la femme maintenue sous tutelle et la citoyenne libre.

C'est également là que se joue l'épreuve historique de la politique conservatrice en Türkiye. Les principes de droit, de liberté et d'égalité citoyenne invoqués pour défendre l'entrée des femmes voilées dans l'espace public seront-ils défendus avec la même détermination pour les femmes qui ont d'autres modes de vie ? Jugera-t-on suffisante la visibilité de « nos femmes », ou reconnaîtra-t-on l'autonomie de toutes les femmes ? La cohérence démocratique ne se mesure pas à la liberté que nous accordons à celles et ceux qui nous ressemblent, mais à la protection que nous assurons à la liberté de celles et ceux qui vivent autrement que nous.

Il faut examiner les politiques familiales actuelles à travers cette même distinction. La décision du pouvoir de proclamer la période 2026–2035 « Décennie de la famille et de la population » constitue une réponse politique compréhensible face à la baisse de la fécondité et au vieillissement de la population. La transformation démographique de la Türkiye est réelle ; les familles doivent aussi être soutenues économiquement et socialement lorsqu'elles élèvent leurs enfants. Le problème n'est pas de protéger ou non la famille, mais de savoir sur quelle conception de l'être humain et de la femme elle sera fondée.

Le document de vision du ministère de la Famille et des Services sociaux prévoit d'encourager le mariage, d'accroître la fécondité et de mettre les politiques publiques en conformité avec les objectifs familiaux et démographiques. Il soutient également que l'institution familiale subit l'influence de courants nuisibles fondés sur une « idéologie du genre », auxquels il reproche d'instrumentaliser le langage des droits humains et des libertés. Ce vocabulaire importe, car il montre comment la tension entre les préoccupations démographiques et les droits individuels des femmes s'est installée dans la pensée officielle.

La famille et la liberté des femmes ne sont pourtant pas contradictoires. Une famille fondée sur la dépendance de la femme n'est pas forte, mais fragile. Une famille forte est celle où deux adultes égaux

partagent les responsabilités, le revenu, la charge des soins et le pouvoir de décision. Les politiques qui éloignent les femmes du travail, leur imposent l'intégralité de la garde des enfants et font passer la maternité avant la citoyenneté affaiblissent leur capacité sociale.

Les chiffres montrent que le véritable problème de la Türkiye n'est pas l'excès d'autonomie des femmes, mais leur participation insuffisante à la vie économique et aux fonctions de direction. Leur taux d'activité est de 36,8 %, contre 72 % pour les hommes. Leur taux d'emploi reste à 32,5 %, alors qu'il atteint 66,9 % chez les hommes. Les femmes représentent 21,5 % des cadres supérieurs et intermédiaires et 18,3 % des membres des conseils d'administration des entreprises du BIST 50. Leur durée attendue de vie professionnelle est de 20,7 ans, contre 39,7 ans pour les hommes.

Ces chiffres ne montrent pas que les femmes s'emparent de l'espace public, mais qu'il reste très largement occupé par les hommes. L'influence culturelle de quelques femmes puissantes et visibles peut néanmoins dépasser de beaucoup leur poids numérique. Car des femmes comme Eda Erdem n'obtiennent pas seulement une réussite individuelle : elles abolissent aussi les limites sociales assignées à ce que les femmes sont supposées pouvoir faire.

La femme qui réussit adresse une question vivante à la répartition existante du pouvoir : si elle peut conduire une équipe au sommet de la compétition européenne, parler devant des millions de personnes et orienter le sentiment commun d'un pays, pourquoi ne dirigerait-elle pas avec la même compétence des entreprises, des fédérations, des universités, des municipalités, voire le pays lui-même ?

Il n'existe aucune réponse convaincante à cette question. C'est pourquoi le combat contre la femme autonome ne prend généralement pas la forme d'une interdiction explicite, mais celle de la dépréciation, de l'effacement, du contrôle de sa vie privée, de l'attribution de sa réussite à autrui ou de la décontextualisation de ses paroles. La réussite de la femme est reconnue, mais on s'efforce autant que possible de neutraliser le sujet indépendant qu'elle a fait naître.

La peur a cependant, elle aussi, ses limites : une fois devenue visible, la réussite ne peut plus être effacée. Après qu'une fille a vu une femme puissante conduire son pays au sommet, il devient de plus en plus difficile de lui expliquer qu'il existe des tâches dont les femmes seraient incapables. Lorsqu'une société a été témoin de leurs capacités, l'ancienne hiérarchie ne peut plus être présentée comme un ordre naturel et immuable.

L'histoire ne coule pas à rebours

L'histoire ne progresse pas en ligne droite. Les sociétés peuvent parfois reculer ; les droits peuvent se restreindre, les institutions s'affaiblir et la visibilité publique des femmes être limitée. Aucun acquis social n'est donc garanti de lui-même ni pour toujours. La voie que la République a ouverte aux femmes ne peut être protégée que par celles et ceux qui continuent de l'emprunter.

Mais le recul politique ne se confond pas avec l'effacement complet de l'expérience historique. Une loi peut être modifiée, une institution fermée, une phrase retranchée d'une dépêche officielle. Il est

cependant impossible de faire oublier à une femme instruite ce qu'elle a appris, de convaincre une femme qui a goûté à l'indépendance économique d'accepter à nouveau volontairement la dépendance, ou de demander à des millions de filles de se comporter comme si elles n'avaient jamais vu les réussites dont elles ont été témoins.

C'est là qu'il faut chercher la réussite la plus durable de la République. Elle ne vit pas seulement dans les institutions créées par l'État, les articles de la Constitution ou les cérémonies officielles. Elle continue de vivre dans le désir des femmes d'aller à l'école, leur détermination à acquérir un métier, leur présence dans l'espace public sous leur propre nom, leur prise de parole face à l'injustice et leur volonté d'une vie plus large pour les filles. Autrement dit, la République est passée de l'État à la société.

Au cours du premier siècle, l'État a ouvert une voie aux femmes. Au cours du second, elles l'élargissent par leur propre marche. Elles ne sont plus les destinataires silencieuses de droits accordés d'en haut, mais des citoyennes qui en reconstruisent le sens, en révèlent les lacunes et en repoussent les limites. C'est là que réside l'importance historique des paroles d'Eda Erdem : ce n'est pas une autorité officielle, mais la femme à qui appartient la réussite, qui dit ce que la République a apporté aux femmes.

Le championnat des Sultanes du filet ne signifie pas que l'égalité entre les femmes et les hommes soit achevée en Türkiye. Il rend au contraire visible l'inégalité persistante de la représentation, des fédérations sportives aux directions d'entreprise et à la politique. Mais il prouve aussi, sans laisser place au doute, le niveau que les femmes peuvent atteindre lorsque les obstacles sont levés. Le problème n'est pas leur capacité, mais l'incapacité à construire les institutions égalitaires qui permettraient à cette capacité de se déployer.

L'inquiétude de ceux qui voient dans la montée en puissance des femmes dans l'espace public l'affaiblissement de leur propre pouvoir restera donc sans effet. Car ils n'ont pas face à eux quelques sportives d'élite, mais une vaste transformation sociale portée par l'éducation, l'urbanisation, le monde du travail, les technologies de la communication et le renouvellement des générations. Cette transformation peut être ralentie, rendue plus coûteuse, entravée ; elle ne peut être arrachée à la mémoire de la société.

La peur peut-elle conjurer l'inéluctable ? Non. Car il ne s'agit pas ici de la durée de la vie humaine, mais de la durée historique d'un ancien ordre de pouvoir fondé sur la dépendance des femmes. À mesure que progresse l'égalité, la disparition de certains privilèges devient inévitable. Ce n'est pas la puissance de la société qui se perd, mais le monopole de la décision sur la vie de la moitié de la population.

On peut dresser des barrages sur les fleuves, resserrer leur lit et ralentir quelque temps leur cours. Mais on ne peut ordonner à l'eau de couler à rebours. Les principes républicains d'égalité, de laïcité, de citoyenneté et de mérite ne coulent plus seulement dans les textes officiels : ils irriguent les attentes que des millions de personnes nourrissent pour leur propre vie. Les Sultanes du filet sont l'un des affluents les plus visibles et les plus puissants de ce fleuve.

Le soir de la finale, le tableau d'affichage indiquait la victoire 3–2 de la Türkiye sur l'Italie. Mais le résultat historique, au-delà du terrain, était plus grand encore : les femmes de Türkiye déclaraient une nouvelle fois que leur présence dans l'espace public n'était pas provisoire, qu'elles entendaient y rester et que, dans la prochaine phase du jeu, elles voulaient non seulement lutter, mais aussi participer à l'élaboration des règles.

L'histoire ne coule pas à rebours. Sur la voie ouverte par la République avancent désormais non seulement Eda Erdem et ses coéquipières, mais aussi des millions de filles qui marchent sur leurs traces.

Références

Ministère de la Famille et des Services sociaux. (2026). Document de vision pour la Décennie de la famille et de la population 2026–2035. Ministère de la Famille et des Services sociaux de la République de Türkiye.

Agence Anadolu. (2026, 6 septembre). L'équipe nationale féminine turque de volley-ball sacrée championne d'Europe pour la deuxième fois consécutive.

Bandura, A. (2000). Exercise of human agency through collective efficacy. *Current Directions in Psychological Science*, 9(3), 75–78.

Bourdieu, P. (2001). Masculine domination (R. Nice, trad.). Stanford University Press.

Fraser, N. (1990). Rethinking the public sphere: A contribution to the critique of actually existing democracy. *Social Text*, 25/26, 56–80.

Kandiyoti, D. (1988). Bargaining with patriarchy. *Gender & Society*, 2(3), 274–290.

Markus, H., & Nurius, P. (1986). Possible selves. *American Psychologist*, 41(9), 954–969.

T24. (2026, 7 septembre). Eda Erdem : sur la voie que la République a ouverte devant nous, nous avons montré ce que les femmes turques peuvent accomplir.

Institut statistique de Turquie & ONU Femmes Türkiye. (2026). Les femmes en statistiques en Türkiye 2025. TurkStat.

ONU Femmes. (2026, 21 mai). Five things to know about women and sport.